

Motion
des représentants élus des personnels enseignants et éducatifs
pour le CA du 14 novembre 2019

Les représentants des personnels enseignants et éducatifs élus au conseil d'administration du collège Victor Hugo, réunis ce jour le 14 novembre 2019, font part de leur désarroi face à la décision de l'inspection académique intervenue le 4 juillet 2019, et à ses conséquences.

En effet, en juillet dernier, l'inspection académique a décidé de retirer 16 heures sur la dotation horaire globale (DHG) initialement annoncée en février, et alors que cette enveloppe avait été répartie selon un tableau de répartition des moyens par discipline (TRMD) voté en conseil d'administration.

Cette décision a amené plusieurs conséquences néfastes :

Tout d'abord, depuis le 4 juillet 2019, aucun nouveau TRMD n'a été validé par le conseil d'administration et la répartition de la DHG amputée a été réalisée par notre direction, sans validation par le conseil d'administration, ce qui pose un problème de droit.

Au-delà, décision a été prise de réduire les dédoublements de classe, et cela s'est fait notamment au détriment des matières scientifiques.

Ce choix est incompréhensible, surtout si on le met en lien avec l'enquête Cèdre, menée en 2018 auprès d'élèves de 3ème par la direction des études du ministère de l'éducation nationale (Depp). Dans cette enquête parue tout récemment, il est ainsi annoncé que le niveau en sciences a baissé en 2018 alors qu'il était stable de 2007 à 2013.

« Alors qu'entre 2007 et 2013, le score moyen était resté stable (250 points), il baisse de 12 points en 2018 pour atteindre 238 points » est-il écrit dans ce rapport.

Dans ce rapport, on souligne également que 30 à 40 % des élèves de 3e éprouvent plus de difficultés lorsque les gestes manipulateurs demandent plus de finesse, qu'ils ne sont que 48 % à proposer un protocole expérimental correct à partir d'une question posée, dans une situation connue. Enfin, la présentation des résultats sous forme d'un tableau correct n'est réussie que par 32,5 % des élèves.

Le choix de réduire les heures de dédoublements en sciences, loin de pouvoir permettre aux enseignants d'expérimenter, risque d'aggraver encore la situation décrite dans le rapport de la Depp.

C'est pourquoi, tout en réaffirmant notre attachement au service public d'éducation, nous dénonçons les choix qui ont été faits en juillet dernier et demandons que les moyens nécessaires aux élèves pour progresser soient à l'avenir toujours à la hauteur des enjeux.